CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 75.429/4
du 13 mars 2024

sur

un avant-projet de loi ‘modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers concernant les interprètes et les traducteurs’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 75.429/4
van 13 maart 2024

over

een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de tolken en de vertalers’

‡LW-BIDYVDFCF-HFECJVT‡

Le 22 janvier 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers concernant les interprètes et les traducteurs'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 mars 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 mars 2024.

*

Op 22 januari 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de tolken en de vertalers'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 maart 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 maart 2024.

*

‡LW-BIDYVDFCF-HFECJVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 1er de l'avant-projet énonce que ce dernier règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

En tant qu'il règle le recours à des interprètes et à des traducteurs par le Conseil du Contentieux des étrangers [1], l'avant-projet règle cependant également une matière visée à l'article 78 de la Constitution [2].

Il appartient dès lors à l'auteur de l'avant-projet de scinder ce dernier en deux projets distincts, l'un réglant une matière visée à l'article 74 de la Constitution en ce qu'il organisera le recours à des interprètes et à des traducteurs par les instances de séjour ou de protection internationale, à l'exception du Conseil du Contentieux des étrangers, qui sont visées à l'article 1er, § 1er, 32°, en projet de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' et l'autre comprenant des dispositions analogues applicables au Conseil du Contentieux des étrangers, réglant ainsi une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

L'avant-projet sera revu en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Un arrêté de présentation est, en règle, dépourvu de préambule. Les visas seront donc supprimés.

---

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Les articles 39/18 et 39/63 de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' règlent déjà certains aspects du recours aux interprètes dans le cadre d'une procédure devant le Conseil du Contentieux des étrangers ; ces dispositions figurent respectivement dans le chapitre 2 « De l'organisation du Conseil » et le chapitre 5 « La procédure » du titre I*bis* « Le Conseil du Contentieux des étrangers » de la loi du 15 décembre 1980.

[2] Cette disposition énonce :
« § 1er. Sous réserve de l'article 77, le projet de loi adopté par la Chambre des représentants est transmis au Sénat dans les matières suivantes :
[…]
4° les lois relatives au Conseil d'état et aux juridictions administratives fédérales ».

‡LW-BIDYVDFCF-HFECJVT‡

DISPOSITIF

Article 4

Il résulte de l'article 1er/4 en projet que les conditions de désignation des interprètes et des traducteurs auxquels les instances de séjour ou de protection internationale peuvent recourir seront fixées par le Roi.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est cependant attirée sur le fait que, conformément à l'article 22 de la Constitution, les éléments essentiels des traitements de données à caractère personnel [3] doivent être fixés dans une norme législative.

L'auteur de l'avant-projet s'assurera donc que l'énumération des données à caractère personnel figurant à l'article 1er/4, § 2, en projet, est exhaustive au regard des conditions de désignation que le Roi est habilité à fixer.

L'article 1er/4, § 2, en projet sera réexaminé en conséquence.

OBSERVATION FINALE

Le dispositif en projet instaure un système de désignation des interprètes et traducteurs qui, selon l'exposé des motifs, « est en principe précédée d'une inscription sur une liste tenue par l'instance de séjour ou de protection internationale ». L'exposé des motifs précise :

> « Pour pouvoir être inscrit sur une telle liste, l'interprète ou le traducteur doit remplir les conditions de désignation fixées par le Roi ».

Le texte de l'avant-projet ne prévoit aucune disposition spécifique relative à l'entrée en vigueur du dispositif créé de désignation sur la base d'une liste, dont les conditions doivent être préalablement fixées par le Roi.

En l'absence de disposition dérogatoire spécifique, le dispositif entrera en vigueur le dixième jour qui suit celui de la publication au *Moniteur belge* du texte en projet [4].

[3] La Cour constitutionnelle et la section de législation considèrent que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » les éléments suivants : (1°) les catégories de données traitées, (2°) les catégories de personnes concernées, (3°) la finalité poursuivie par le traitement, (4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées et (5°) le délai maximal de conservation des données. Voir à cet égard, l'avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 aout 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observation n° 101, *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119 ; C.C., 13 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2 ; C.C., 1er juin 2023, n° 84/2023, B.16.9.

[4] Conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

‡LW-BIDYVDFCF-HFECJVT‡

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait qu'il lui appartiendra de s'assurer que ce délai soit suffisant pour permettre notamment aux destinataires du dispositif de prendre connaissance des nouvelles règles relatives au système de désignation sur la base d'une liste, dont les conditions devront être déterminées par le Roi dans ce même délai, et de s'y conformer [5].

*

[5] Comparer avec le point 3 de l'avis 72.876/2 donné le 30 janvier 2023 sur un avant-projet devenu la loi du 29 mai 2023 'modifiant la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'État et des magistrats et membres du greffe du Conseil du Contentieux des étrangers', *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 3204/001, pp. 18-19.

‡LW-BIDYVDFCF-HFECJVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Luidens artikel 1 van het voorontwerp regelt het voorontwerp een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

In zoverre het voorontwerp voorziet in regels voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen wanneer deze een beroep wil doen op tolken en vertalers,[1] regelt het evenwel ook een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.[2]

Het staat dan ook aan de steller van het voorontwerp om het op te splitsen in twee afzonderlijke ontwerpen, waarbij het ene ontwerp een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet, aangezien het het geval zal regelen waarin de instanties voor verblijf of internationale bescherming genoemd in het ontworpen artikel 1, § 1, 32°, van de wet van 15 december 1980 'betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen', met uitzondering van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, een beroep willen doen op tolken en vertalers, en waarbij het andere ontwerp soortgelijke bepalingen bevat die van toepassing zijn op de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en zodoende een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

---

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] De artikelen 39/18 en 39/63 van de wet van 15 december 1980 'betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen' regelen reeds sommige aspecten van het geval waarin een beroep gedaan wordt op tolken in het kader van een procedure voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen; die bepalingen maken respectievelijk deel uit van hoofdstuk 2 "De inrichting van de Raad" en van hoofdstuk 5 "De rechtspleging" van titel I*bis* "De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen" van de wet van 15 december 1980.

[2] Die bepaling luidt als volgt:
"§ 1. Onder voorbehoud van artikel 77, wordt het wetsontwerp dat door de Kamer van volksvertegenwoordigers is aangenomen in de hierna vermelde aangelegenheden, overgezonden aan de Senaat:
(…)
4° de wetten op de Raad van State en op de federale administratieve rechtscolleges".

‡LW-BIDYVDFCF-HFECJVT‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

INDIENINGSBESLUIT

Een indieningsbesluit bevat in de regel geen aanhef. De aanhefverwijzingen moeten dan ook weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikel 4

Uit het ontworpen artikel 1/4 blijkt dat de Koning de aanstellingsvoorwaarden moet bepalen voor de tolken en vertalers op wie de instanties voor verblijf of internationale bescherming een beroep kunnen doen.

De steller van het voorontwerp wordt er evenwel op gewezen dat, overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet, de essentiële elementen van de verwerkingen van persoonsgegevens[3] in een wettelijke norm vastgelegd moeten worden.

De steller van het voorontwerp moet er zich dan ook van vergewissen dat de opsomming van persoonsgegevens vervat in het ontworpen artikel 1/4, § 2, exhaustief is in het licht van de aanstellingsvoorwaarden die de Koning kan vaststellen.

Het ontworpen artikel 1/4, § 2, moet dienovereenkomstig opnieuw onderzocht worden.

SLOTOPMERKING

Het ontworpen dispositief voert een regeling in voor het aanstellen van tolken en vertalers, welke aanstelling, volgens de memorie van toelichting, "in principe voorafgegaan [wordt] door een inschrijving op een lijst die wordt bijgehouden door de instantie voor verblijf of internationale bescherming". In de memorie van toelichting staat het volgende:

> "Om op een dergelijke lijst te worden ingeschreven, moet de tolk of vertaler voldoen aan de door de Koning vastgestelde aanstellingsvoorwaarden."

[3] Het Grondwettelijk Hof en de afdeling Wetgeving zijn van oordeel dat, ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel "essentiële elementen" uitmaken: (1°) de categorieën van verwerkte gegevens; (2°) de categorieën van betrokken personen; (3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; (4°) de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en (5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens. Zie in dat verband advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 14 augustus 2021 'betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie', opmerking 101, *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 119; GwH 13 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2; GwH 1 juni 2023, nr. 84/2023, B.16.9.

‡LW-BIDYVDFCF-HFECJVT‡

In de tekst van het voorontwerp is geen specifieke bepaling opgenomen met betrekking tot de inwerkingtreding van de regeling die ingevoerd wordt inzake de aanstelling op basis van een lijst, voor welke aanstelling de voorwaarden vooraf door de Koning bepaald moeten worden.

Bij ontstentenis van een specifieke afwijkende bepaling, zal het dispositief in werking treden op de tiende dag na de dag waarop de ontworpen tekst in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.[4]

De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat hij zich ervan zal moeten vergewissen dat die termijn volstaat teneinde het met name voor de adressaten van het dispositief mogelijk te maken om kennis te nemen van de nieuwe regels inzake de aanstelling op basis van een lijst, terwijl de voorwaarden voor die aanstelling binnen diezelfde termijn nog door de Koning bepaald zullen moeten worden, en om zich naar die regels te richten.[5]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Bernard BLERO

[4] Overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen'.

[5] Vergelijk met punt 3 van advies 72.876/2 van 30 januari 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 29 mei 2023 'tot wijziging van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State en de magistraten en leden van de griffie van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen', *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 3204/001, 18-19.

‡LW-BIDYVDFCF-HFECJVT‡